

Le secteur de l'énergie en est un autre où il s'est glissé des malentendus que nous avons pu corriger grâce à des communications et des relations plus étroites. Lorsque la crise du pétrole s'est abattue sur nous en 1973, il s'est mis à circuler aux Etats-Unis une rumeur selon laquelle nous voulions en quelque sorte profiter de la situation en réduisant les approvisionnements de pétrole et de gaz naturel qui vous étaient destinés. Mais à la lumière des récentes déclarations qui ont été faites sur l'énergie et des commentaires pour le moins très controversés qui ont été formulés sur les politiques énergétiques de votre propre pays, je suis certain que vous comprendrez, comme de plus en plus d'Américains le font d'ailleurs, que nous faisons simplement ce que les Etats-Unis font aujourd'hui et seront forcés de faire demain: protéger au maximum, à l'intention de nos propres citoyens, une réserve énergétique qui s'épuise rapidement et qui, nous le découvrons tous avec horreur, n'est pas aussi considérable que nous l'avions d'abord cru.

Il est important, je pense, que les Américains comprennent, et c'est d'ailleurs pourquoi j'en parle, que le Canada n'est pas aussi autosuffisant qu'on l'a cru sur le plan énergétique et qu'il connaît à ce chapitre des problèmes comparables aux vôtres. Le simple fait qu'il s'agisse d'une crise commune devrait nous convaincre de la nécessité pour nos deux pays de collaborer très étroitement entre eux, comme je l'ai mentionné plus tôt.

Je voudrais vous entretenir brièvement de trois ou quatre des grands problèmes que nos deux pays auront à régler dans l'immédiat. Evidemment, l'énergie en est un, et vous serez sans aucun doute intéressés de connaître la position du Canada relativement à l'acheminement du gaz naturel de l'Alaska jusqu'aux Etats-Unis, via le territoire canadien. Comme nous l'avons dit, et comme je le répète aujourd'hui, il est une chose dont vous pouvez être assurés, c'est que nous ne ferons pas inutilement obstacle aux efforts que vous déployez pour répondre à vos besoins énergétiques et pour avoir accès à cette ressource naturelle si importante et si précieuse. Autrement dit, si nos moyens nous le permettent, nous coopérerons autant que faire se peut. Quand je parle de nos moyens, vous vous demandez probablement pourquoi diable le gouvernement d'un pays souverain ne répond-t-il tout simplement pas par oui ou par non. Je crois utile de prendre un moment pour illustrer les contraintes qui pèsent sur nous, parce que si elles sont comprises, les deux pays traverseront les mois cruciaux qui viennent avec le minimum de cette irritation et de cette mésentente auxquelles j'ai déjà fait allusion.